

Une économie à valeurs ajoutées

OUTIL DE SENSIBILISATION À L'ÉCONOMIE SOCIALE



Table des matières



Dans cette publication, le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.

| | |
|--|----|
| Introduction | 04 |
| Êtes-vous atteint du syndrome des « valeurs ajoutées » ? | 05 |
| Qu'est-ce que l'économie sociale ? | 06 |
| Réponses pour le coefficient le plus élevé | 07 |
| L'économie sociale au Québec | 08 |
| Des exemples d'entreprises | 09 |
| L'économie sociale : quelles sont ses « valeurs ajoutées » ? | 10 |
| L'économie sociale, au passé et au présent | 11 |
| Le point sur les subventions | 12 |
| Différentes catégories de politiques publiques | 13 |
| Des retombées locales | 14 |
| Insuffler la vitalité grâce au dynamisme collectif | 15 |
| Des retombées planétaires | 16 |
| Un autre monde est possible, une autre économie existe ! | 17 |
| Pourquoi l'économie sociale ? | 18 |
| Économie plurielle | 19 |
| Des organisations québécoises de l'économie sociale | 20 |
| Autres partenaires québécois ayant des liens avec l'économie sociale | 20 |
| Outils | 22 |
| Aide technique | 22 |
| Ressources financières | 22 |
| Des défis à relever | 23 |
| Bibliographie | 24 |
| Liste des sites Internet consultés | 24 |

L'économie sociale fait partie de la réalité quotidienne des Québécois et des Québécoises dans toutes les régions du Québec. Présentes dans une grande diversité de secteurs, les entreprises collectives offrent des produits et des services répondant à un ensemble de besoins dans nos communautés. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes y travaillent; des milliers d'autres s'y impliquent bénévolement.

Pourtant, la contribution de l'économie sociale au développement économique, social et culturel du Québec demeure un des secrets les mieux gardés! Quand on pense au développement économique, on a encore le réflexe de ne regarder que la contribution de l'entreprise privée. Quand on pense au développement social, on l'associe nécessairement à l'État en oubliant trop souvent le rôle et l'impact important des initiatives citoyennes.

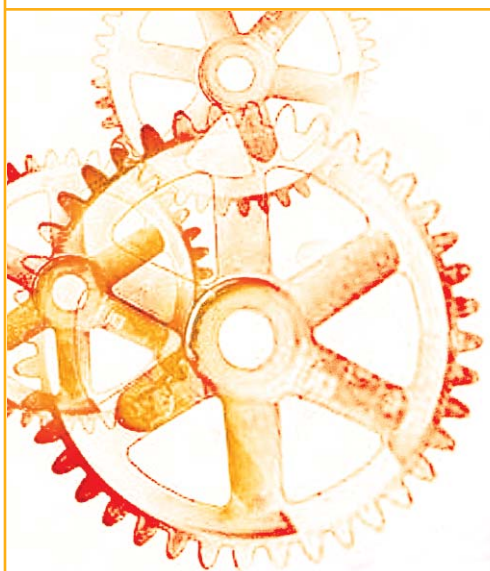
Le Chantier de l'économie sociale n'a de cesse depuis plus de huit ans de faire connaître l'économie sociale et de promouvoir le développement des entreprises collectives au Québec. Le Chantier regroupe un ensemble de réseaux qui contribuent chacun à leur façon, au développement d'une économie sociale, solidaire et démocratique et qui ont accepté de joindre leurs forces et leurs énergies dans la mouvance de l'économie sociale afin de l'imprégner de valeurs ajoutées!

Cet outil de sensibilisation se veut une contribution à cet ouvrage. Nous souhaitons vivement qu'il soit un outil pertinent et efficace et qu'il permette à de plus en plus de personnes de connaître et de reconnaître l'apport important de l'économie sociale dans le développement de toutes les collectivités du Québec.



Nancy Neamtan

Présidente et directrice générale



Êtes-vous atteint du syndrome des « valeurs ajoutées » ?



- 1 | Qui s'occupe de l'entretien ménager chez vous ?
 - a. Personne, pas besoin.
 - b. Vous-même, votre famille, vos colocataires.
 - c. Quelqu'un payé en dessous de la table.
 - d. Une entreprise d'économie sociale.
 - e. Une entreprise privée à but lucratif.
- 2 | Vous recevez un avis de convocation pour l'assemblée générale du Centre de la petite enfance (CPE) que votre fille fréquente. Que faites-vous ?
 - a. Vous n'avez jamais su à quoi servaient les assemblées, alors vous jetez l'avis au plus vite.
 - b. Vous n'avez pas envie de vous faire embarquer dans un autre comité, alors vous n'irez pas.
 - c. Vous notez la date parce que vous avez un mot à dire sur ce qui se passe dans votre CPE et aimeriez proposer qu'il participe au programme d'Agriculture soutenue par la communauté.
 - d. Vous allez participer à l'assemblée parce que vous êtes fâché contre ceux qui gèrent le CPE : ils ont décidé d'augmenter le tarif à 7 \$.
- 3 | Rien à faire, ces pantalons de taille 5 ans ne vous feront plus, vaut mieux vous en débarrasser plutôt que d'être fâchée contre votre tour de taille chaque fois que vous les voyez. Qu'en faites-vous ?
 - a. Vous les jetez parce que ça vous défoule.
 - b. Vous les donnez à l'Entraide diabétique.
 - c. Vous allez les porter au Village des valeurs.
 - d. Vous allez les porter dans une ressourcerie.
- 4 | D'après vous, quel pourcentage des camps de vacances accrédités sont des entreprises d'économie sociale ?
 - a. 8 %
 - b. 38 %
 - c. 68 %
 - d. 88 %
- 5 | Fraîchement déménagé du Plateau Mont-Royal où les fruiteries sont à peu près aussi répandues que les restaurants, vous constatez – horreur ! – qu'il n'y a pas de fruiterie dans votre nouveau quartier. Que faites-vous ?
 - a. Vous décidez de remplacer les fruits par les chocolaines de la boulangerie du coin, encourageant ainsi un commerce local.
 - b. Vous allez voir la fruiterie la plus près pour lui demander d'ouvrir une succursale dans votre quartier.
 - c. Vous vous faites envoyer des fruits en conserve par vos amis qui habitent le Plateau.
 - d. Vous faites le tour de votre voisinage pour voir si les gens seraient prêts à s'impliquer dans un projet de fruiterie coopérative.
- 6 | Il y a déjà trois mois que vous cherchez un appartement et, dans les petites annonces, vous voyez qu'il y en a deux annoncés dans une coopérative d'habitation. Que faites-vous ?
 - a. Vous n'appellez pas parce que vous n'êtes pas pauvre et que vous ne voulez pas vivre avec les pauvres.
 - b. Vous n'appellez pas pour ne pas prendre la place de quelqu'un qui en a plus besoin que vous.
 - c. Vous n'appellez pas parce que vous n'avez pas envie de vivre dans une commune.
 - d. Vous appelez parce que l'échéance de votre bail approche.
 - e. Vous appelez parce que vous trouvez qu'il faut freiner la hausse des loyers et que vous aimeriez participer à un projet collectif d'habitation qui ne suit pas cette « logique » du marché.
- 7 | Vous n'avez jamais été membre d'une coopérative et, sur votre lit de mort, vous en éprouvez un repentir sincère. Que faites vous ?
 - a. Rien, en espérant que les dons de charité que vous avez inclus dans votre testament compenseront lors du jugement dernier de votre quotient « valeurs ajoutées ».
 - b. Vous vous dépêchez de dire à votre fils que vous voulez adhérer à une coopérative funéraire.
 - c. Vous dites *Rosebud* parce que vous avez toujours trouvé que c'était une belle fin.
- 8 | Vous êtes directeur d'une institution financière et vous voulez concentrer vos investissements vers un seul type d'entreprises, parmi les plus rentables, bien sûr. Que choisissez-vous ?
 - a. Les entreprises américaines.
 - b. Les entreprises de multimédia parce que, après l'éclatement, les affaires ne peuvent que reprendre.
 - c. Les entreprises de la construction parce que, avec la crise de l'immobilier, l'investissement doit être bon.
 - d. Les entreprises collectives.

Qu'est-ce que l'économie sociale ?

Le concept d'économie sociale combine deux termes qui sont parfois mis en opposition.

Économie Sociale

renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective.

réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique, des activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active et par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Pris dans son ensemble, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants :

- l'entreprise de l'économie sociale a pour **finalité de servir ses membres ou la collectivité** plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- elle a une **autonomie de gestion** par rapport à l'État;
- elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un **processus de décision démocratique** impliquant usagers et usagers, travailleuses et travailleurs;
- elle défend la **primauté des personnes et du travail sur le capital** dans la répartition de ses surplus et revenus;
- elle fonde ses activités sur les **principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.**





— *Ma vie n'a pas toujours été rose, mais c'est du passé. Aujourd'hui, je travaille pour des gens comme moi. Je les aide et je les encourage pour qu'ils reprennent confiance et puissent trouver leur place dans la société.*

MARIE-CLAUDE LANDRY, TRAVAILLEUSE COMMUNAUTAIRE, BUFFETS BOUFF'ELLES

Réponses pour le coefficient le plus élevé

1 | **d.**

2 | **c.**

Au sujet de l'augmentation de tarif, ce ne sont pas les conseils d'administration des CPE qui ont pris la décision, mais bien le gouvernement du Québec.

3 | **d.**

Traditionnellement, la population fait le choix de la solidarité pour disposer des textiles, meubles, électroménagers, appareils électriques et électroniques. Les gens cèdent ces biens à leur famille ou à des ressourceries et organismes sans but lucratif afin d'aider les citoyens moins fortunés. Le Québec compte 31 ressourceries en plus des centaines de comptoirs vestimentaires sans but lucratif. Ces lieux de vente ne sont pas réservés qu'aux plus démunis; ils sont accessibles à tous les consommateurs préoccupés par une consommation plus responsable.

Le Village des valeurs, une multinationale très profitable qui compte 190 succursales aux États-Unis, au Canada et en Australie, a bien compris ce réflexe de solidarité et a pris l'habitude de se cacher derrière des organismes sans but lucratif, dont l'Entraide diabétique, pour récolter les dons de vêtements et autres articles ménagers. Souvent, la population ne sait pas à qui elle donne et est déçue quand elle apprend que ses dons se retrouvent entre les mains d'une entreprise privée.

4 | **d.**

À l'Association des camps du Québec, 114 camps sur 129 sont des entreprises d'économie sociale.

5 | **d.**

6 | **e.**

Une coopérative d'habitation, c'est un immeuble où habitent des personnes riches ou pauvres qui sont à la fois locataires de leur logement et collectivement propriétaires de l'immeuble. Au Québec, 23 000 ménages sont regroupés dans 1 200 coopératives afin de contrôler et d'améliorer leurs conditions de logement et leur milieu de vie. Ces coopératives reconnaissent, à tous, le droit au logement et l'accessibilité à un logement convenable à coût raisonnable. Comme propriétaires collectifs, les membres assument la gestion de leur édifice et de la coopérative elle-même. Puisque tout le monde participe à la gestion et à l'entretien de l'immeuble, les coûts d'opération sont moindres et les loyers sont beaucoup plus bas que ceux du secteur privé.

7 | **b.**

Les coopératives funéraires ont une particularité qu'elles ne partagent avec aucune autre: on peut devenir membre même après sa mort.

8 | **d.**

La Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Québec) se classe parmi les meilleures du Mouvement Desjardins. Son truc? Elle finance des entreprises collectives. Tout en passant trois fois plus de temps sur les dossiers qu'elle traite, assurant un excellent suivi, elle dégage des excédents appréciables, faisant l'envie de bien des institutions financières depuis plus de 30 ans! Cela démontre bien l'efficacité économique des entreprises collectives.

notes

L'économie sociale au Québec

L'économie sociale n'est pas née en 1996 et nombre de Québécois la pratiquaient depuis longtemps. Alphonse et Dorimène Desjardins ouvrant leur première caisse populaire à Lévis il y a plus de 100 ans, les travailleurs forestiers démarrant une coopérative de sciage ou de bardeaux en Abitibi ou en Gaspésie pendant la crise, les parents qui se battaient dans les années 70 pour ouvrir des garderies de quartier, les gens qui ont lancé les dynamiques de développement économique communautaire

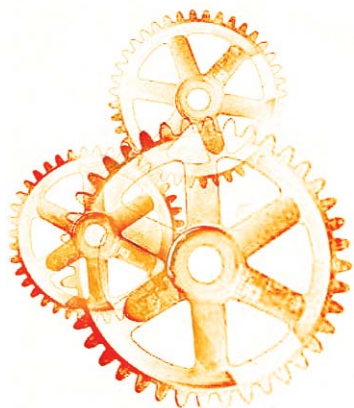
dans les années 80, tous faisaient de l'économie sociale, mais n'utilisaient pas ce terme.

Autour du Sommet de 1996, cela a changé. On s'est mis à parler d'économie sociale en dehors des cercles universitaires, à expliquer le concept, et les personnes concernées s'y sont identifiées. Les résultats de l'après-Sommet de 1996 sur l'économie et l'emploi furent fulgurants. Ceux qui affirmaient alors que l'économie sociale ne pouvait être qu'un joueur marginal ont dû se rétracter.

On constate que l'économie sociale a connu, depuis 1996, un essor presque incroyable. Plus de 20 000 nouveaux emplois ont été créés dans une foule de nouveaux services, et ce, dans toutes les régions du Québec. L'entrepreneuriat collectif s'est enraciné partout au Québec, dans des domaines aussi variés que :

- les services de garde (plus de 135 000 nouvelles places);
- l'habitation communautaire (près de 5 000 nouvelles unités de logement);
- l'aide domestique (près de 6 000 travailleurs qui dispensent plus de 6 millions d'heures de services annuellement);
- le recyclage des matières résiduelles (plus de 1 000 nouveaux emplois créés, des milliers de tonnes de matières recyclées);
- les loisirs, les communications, les nouvelles technologies, etc.

AUJOURD'HUI,
LES GENS SE RENDENT COMPTE QU'ILS FAISAIENT
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE SANS LE SAVOIR



Types d'entreprises

Les entreprises d'économie sociale sont des organismes sans but lucratif (OSBL) et des coopératives d'usagers, de travailleurs, de producteurs et de solidarité qui se retrouvent dans de multiples secteurs.

En 2001, le Chantier de l'économie sociale, avec le Bureau de l'économie sociale et la Direction des coopératives du gouvernement du Québec, ont réalisé un portrait statistique qui donne les résultats suivants :

| | |
|-------------------------------------|---------------------------------------|
| 6 254 entreprises | 2 313 coops + 3 941 OSBL |
| 65 028 emplois | 19 948 coops + 45 080 OSBL |
| 4,3 milliards de chiffre d'affaires | 3 milliards coops + 1,3 milliard OSBL |

Ce portrait ne tient pas compte des caisses populaires Desjardins ni des deux grandes coopératives agricoles québécoises. En considérant qu'elles font partie de l'entrepreneuriat collectif, le portrait est alors le suivant :

| | |
|--------------------------------------|--|
| 7 151 entreprises | 3 210 coops + 3 941 OSBL |
| 124 302 emplois | 79 222 coops + 45 080 OSBL |
| 17,2 milliards de chiffre d'affaires | 15,9 milliards coops + 1,3 milliard OSBL |

Ensemble, toutes ces entreprises contribuent pour 8 % au PIB du Québec.



— *Moi, je tiens à la protection et au partage de nos richesses. Ça veut dire recycler pour préserver la planète en étant créatifs. Ça veut dire aussi respecter l'humain en offrant des emplois durables et des salaires décents.*

DIANE LABERGE, DIRECTRICE,
RESSOURCERIE DE LAC-SAINT-CHARLES

Des exemples d'entreprises

LA GAILLARDE : UNE FRIPERIE ORIGINALE

Située dans un quartier populaire de Montréal, la ressourcerie La Gaillarde est une entreprise d'économie sociale qui allie des objectifs environnementaux, sociaux et économiques. Elle récupère des vêtements usagés qu'elle revend ou qui servent à la confection de créations uniques. Elle fait aussi de la sensibilisation visant à changer les habitudes de consommation et de production. Cet organisme sans but lucratif vise la création d'emplois durables et l'intégration en emploi. Il collabore avec de jeunes créateurs qui, tout en travaillant de façon autonome, se créent un réseau de contacts et obtiennent des matières premières. La Gaillarde porte une attention particulière aux conditions de travail qu'elle offre, ce qui n'est pas la norme dans le secteur du textile. Elle vend aussi des produits équitables et s'inspire des principes du commerce équitable en encourageant les créateurs à s'impliquer dans les activités de l'entreprise et en les laissant déterminer le prix de leurs créations. Le partenariat établi pour la vente des produits équitables correspond à la vision de La Gaillarde qui préconise l'établissement de liens d'affaires avec des entreprises partageant les mêmes valeurs.

L'AUBERGE ÎLE DU REPOS :

QUAND TRAVAILLEURS ET UTILISATEURS DÉVELOPPENT ENSEMBLE

L'Auberge Île du repos est une coopérative de solidarité située au Lac-Saint-Jean. L'auberge existe depuis 1974 sous forme de corporation, mais la coopérative a été fondée en 1999. Depuis que la coopérative existe, la présence de travailleurs au conseil d'administration (CA) fait une différence importante. Ceux-ci veulent protéger leurs acquis, mais en siégeant au CA, ils sont plus conscients de la situation de l'entreprise, comprennent mieux sa gestion et sont très intéressés par son développement. Les décisions se prennent donc dans le meilleur intérêt de tous. La création de la coopérative a aussi permis d'accroître le nombre de membres, passant de 25 à 85. Les membres ont aidé au financement de la coopérative en investissant dans un REER coopératif. L'auberge a non seulement des chambres, des dortoirs et des sites de camping, mais elle a aussi un bar, un restaurant et une salle de spectacle. Ouverte à l'année, elle a trois employés permanents et embauche de 20 à 22 personnes en période estivale. Elle a un impact sur l'emploi, sur l'économie locale et même sur la vie culturelle de la région. La présence de l'auberge, avec notamment sa clientèle internationale, a permis l'installation d'un des premiers guichets automatiques du coin à Sainte-Monique, village situé tout près. Le restaurant et le bar ne sont ouverts qu'occasionnellement l'hiver. Les clients de l'auberge sont invités à se rendre dans les autres entreprises locales. Cela fait partie de la synergie entre la coopérative et ses membres, dont certains possèdent d'autres commerces.

notes

L'économie sociale : quelles sont ses « valeurs ajoutées » ?

LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE RECONNAISSENT EXPLICITEMENT LA DIMENSION SOCIALE DE L'ÉCONOMIE

Près des collectivités

- Parce qu'elles entretiennent des liens étroits avec les collectivités et les milieux où elles sont implantées, les entreprises d'économie sociale sont souvent les mieux placées pour reconnaître et interpréter les nouveaux besoins et y répondre de façon concertée.

Lieux de participation au développement démocratique

- Parce qu'elles naissent des besoins exprimés par les collectivités et parce qu'elles reposent sur un fonctionnement démocratique, ces entreprises ont besoin de l'implication des citoyens. Ceux-ci prennent part activement au développement non seulement des entreprises, mais des collectivités. Les entreprises d'économie sociale sont donc des lieux d'inclusion sociale où se vit la démocratie participative.

Développement durable

- Parce qu'elles n'ont pas à satisfaire des actionnaires avides de rendements maximaux à court terme, ces entreprises peuvent plus naturellement inscrire leurs stratégies comme leurs actions quotidiennes dans une perspective de développement durable.

Mission sociale

- Parce qu'elles remplissent une mission sociale, ces entreprises poursuivent des objectifs suivant une logique tout autre que celle de l'entreprise traditionnelle : utilité sociale, prise en charge individuelle et collective, revitalisation d'une collectivité, création d'emplois, etc.

Solidarité

- Empreintes d'un esprit de solidarité, ces entreprises mobilisent des ressources humaines et financières négligées par d'autres.



CE QUI MOTIVE L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF, C'EST SA MISSION SOCIALE

On assiste à un véritable foisonnement d'entreprises d'économie sociale sur tout le territoire du Québec. Cet entrepreneuriat collectif est fondé sur des valeurs démocratiques. On y encourage la participation des citoyens, des usagers de services ou des consommateurs de produits. La gestion participative implique les travailleurs. L'assemblée générale, le conseil d'administration et les comités de travail requièrent la participation des membres de la communauté bien au fait des besoins de leur collectivité. C'est donc un véritable laboratoire de démocratie participative qui a besoin d'être accompagné, soutenu et formé pour que l'action citoyenne soit toujours au cœur de chacun de ses projets.



— Ici, j'ai découvert le pouvoir de la coopération. Ensemble, on crée un habitat à notre image, on améliore le climat de notre quartier et on agit contre la spéculation immobilière. La belle vie, quoi!

JACQUES SABOURIN, MEMBRE DU CA,
COOPÉRATIVE D'HABITATION AU PIED DU COURANT

L'économie sociale, au passé et au présent

L'HISTOIRE DES PÊCHEURS GASPÉSIENS :

S'APPROPRIER COLLECTIVEMENT LES LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT

Vers la fin du XIX^e siècle, des compagnies jersiaises s'installent en Gaspésie pour commercialiser le poisson. Elles exportent le poisson et importent le sel, qui est le seul moyen de conservation disponible. Elles ouvrent aussi des magasins généraux. Elles sont les seules acheteuses et payent les pêcheurs en « pitons » échangeables dans leurs magasins contre du matériel de pêche, de la nourriture, des vêtements, etc. Les pêcheurs dépendent des compagnies tant pour vendre leurs poissons que pour s'approvisionner en denrées diverses. En 1908, les compagnies baissent le prix payé aux pêcheurs de 40%. L'année suivante, les pêcheurs font venir un bateau d'Halifax qui appartient à une compagnie acceptant de verser un prix plus élevé. Toutefois, ce bateau repart la cale vide, après avoir reçu la visite de représentants des compagnies installées en Gaspésie. La Révolte des pêcheurs de Rivière-au-Renard éclate alors. Il y a un véritable affrontement entre les compagnies et les pêcheurs. Ottawa dépêche des soldats et cinq pêcheurs sont emprisonnés. À la suite de ces événements, les pêcheurs ressentent le désir de prendre en main leur développement. Lors de la Grande Crise de 1929, la situation des pêcheurs se détériore encore et leur volonté d'organisation grandit. Il faudra attendre 1938 pour que le gouvernement du Québec favorise la création de coopératives de pêcheurs. Six coopératives sont créées au printemps suivant, améliorant les conditions de vie et de travail des pêcheurs.

L'ART ACTUEL ET LA COMMUNICATION :

DEUX ASPECTS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE MODERNE

CKIA, Radio Basse-Ville à Québec, est née de la volonté de groupes populaires désirant véhiculer de l'information et avoir accès à des moyens de communication. Avant d'obtenir son permis de radiodiffusion en 1984, CKIA avait déjà l'appui de plus de 500 membres et elle diffusait une programmation de cinq heures par semaine sur les ondes de CKRL, une autre radio communautaire de Québec. Issue d'une volonté populaire et appuyée par de nombreux groupes communautaires et entreprises d'économie sociale, CKIA est aujourd'hui non seulement une radio qui se définit comme le porte-voix des sans voix, mais aussi un organisme présent dans la vie culturelle et sociale de la ville. Ainsi, elle participe à de nombreuses activités et en organise. Sa mission vise notamment à faire connaître les activités et luttes des différents organismes et à susciter l'implication de la population en leur sein. Elle vise aussi à donner accès aux ondes à des populations marginalisées et à faire de la radio un instrument qui favorise la réflexion et l'action individuelle et collective. CKIA est située à Méduse, la Coopérative de producteurs et de diffuseurs artistiques, culturels et communautaires, qui est un carrefour artistique de la ville de Québec. Inauguré en 1995, ce lieu, petit bijou architectural, regroupe des organismes culturels et communautaires engagés dans l'art actuel. Ils se sont réunis pour se donner les moyens de gérer eux-mêmes leur développement et peuvent aujourd'hui mettre en commun leurs services et expertise. Les groupes de Méduse organisent plus de 300 activités par année, rejoignant 90 000 personnes.

notes

Le point sur les subventions

TOUT COMME LES ENTREPRISES PRIVÉES,
LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE
ONT BESOIN DU SOUTIEN PUBLIC

L'économie sociale ne vit pas aux crochets de l'État

De nombreuses entreprises privées bénéficient de diverses formes d'aide gouvernementale. Par exemple, la production de chaque avion fabriqué par Bombardier est financée à 38 % par des fonds publics, l'industrie pharmaceutique s'est fortement développée au Québec à la suite de l'adoption de la loi sur les brevets pharmaceutiques et l'industrie de l'asphaltage vit quasi essentiellement de contrats gouvernementaux.

Les entreprises d'économie sociale ont elles aussi accès à des subventions et passent elles aussi des contrats de services avec les gouvernements. Il ne s'agit pas d'un désengagement de l'État, mais bien d'une reconnaissance de la pertinence des entreprises collectives dans la structure socioéconomique.

L'attribution de fonds publics n'est donc pas toujours synonyme de subventions. Elle repose souvent sur l'achat d'un service par le gouvernement et sur un choix de société voulant qu'un secteur d'activité soit pris en charge par l'entreprise privée (c'est le cas de l'entretien des routes) ou par l'entreprise d'économie sociale (c'est le cas de la grande majorité des services de garde).

L'État contracte avec les entreprises d'économie sociale, car il reconnaît qu'elles remplissent une mission complémentaire à la sienne et qu'il a la responsabilité de la soutenir. De plus, ces entreprises ont de multiples retombées, souvent difficilement chiffrables, qui justifient qu'on leur octroie des fonds publics (revitalisation de territoires, impacts environnementaux positifs, emploi de personnes en difficulté, offre d'un service à un coût abordable pour les personnes à faible revenu, etc.).

Les entreprises d'économie sociale tirent leurs ressources de plusieurs sources qui varient en importance selon les secteurs d'activité. Ainsi, certaines se procurent une grande partie de leurs revenus grâce à des contrats de services passés avec l'État (c'est le cas des entreprises d'aide domestique). D'autres vont principalement vendre des produits et services sur le marché privé (c'est le cas des coopératives d'alimentation).

Des politiques publiques pour démocratiser l'économie

La mise en place de politiques publiques en faveur de l'économie sociale est une nécessité pour sa construction et son épanouissement. La raison est assez simple : la reconnaissance et le soutien de l'État ouvrent l'accès à des moyens, notamment financiers, pour répondre adéquatement aux besoins des communautés.

Les entreprises privées
ont accès à :

- des subventions de démarrage, de développement, de recherche;
- des subventions salariales et d'autres pour la formation;
- des crédits d'impôt;
- du financement à des conditions avantageuses;
- des contrats venant des gouvernements (ce qu'on appelle les marchés publics).





— Pour mes clients, je suis plus qu'une femme de ménage.
Je suis le rayon de soleil qui brise l'isolement, le sourire qui rend
la vie plus douce. Je me sens utile et c'est bon.

BLANCA ALLAIN, PRÉPOSÉE À L'AIDE DOMESTIQUE,
LA MAISONNETTE SUD-OUEST

Différentes catégories de politiques publiques

LES POLITIQUES SECTORIELLES. Il s'agit d'outils qui permettent le développement d'entreprises collectives dans des secteurs stratégiques comme l'habitation communautaire, l'environnement, les services aux personnes, la petite enfance, l'insertion et l'intégration en emploi de populations marginalisées. Ces politiques identifient nommément l'économie sociale et mettent à la disposition des entreprises des outils financiers et autres pour soutenir leur développement et pour reconnaître le rôle social qu'elles jouent dans la société.

LES POLITIQUES TERRITORIALES. Il y a des outils soutenant l'émergence d'initiatives d'entrepreneuriat collectif partout au Québec dans les Centres locaux de développement (CLD), les Corporations de développement économique communautaires (CDÉC) et les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC). L'importance accordée au soutien de l'économie sociale varie d'une collectivité à l'autre selon le rapport de force entre les acteurs économiques et sociaux du territoire. Mais dans les lieux où des alliances ont été construites en faveur du développement d'une économie inclusive et démocratique, l'économie sociale prend une place de plus en plus importante.

LES POLITIQUES GÉNÉRIQUES. Elles touchent toutes les initiatives de l'économie sociale, peu importe le secteur et le territoire. Il s'agit d'outils financiers, d'outils d'aide technique et d'accompagnement des projets, d'outils de formation et d'outils de recherche et de développement. Ces outils doivent reconnaître le caractère spécifique, démocratique et solidaire de ces initiatives et non pas tenter de les forcer à se conformer au modèle de l'entreprise privée à but lucratif. Ainsi, on ne peut pas calculer les rendements simplement sur un plan financier. Au contraire, les politiques publiques doivent reconnaître le rendement social et environnemental des entreprises et leur permettre de se développer en tenant compte de toutes ces dimensions.

Rendre solvable

L'État peut aussi intervenir de différentes autres façons pour renforcer les secteurs d'activité des entreprises d'économie sociale en contribuant à la structuration de leur marché, par exemple :

- directement, en finançant la demande par des programmes d'aide à l'utilisateur (habitation communautaire, aide domestique, CPE, périnatalité);
- par des déductions d'impôt offertes à d'autres financeurs privés pour des dons et commandites, ce qui revient à faire indirectement baisser le prix du service pour le public ciblé (culture et loisirs, par exemple);
- en imposant des obligations légales (environnement) qui vont inciter les entreprises et les municipalités à utiliser le service des ressourceries.

notes

Des retombées locales

Lutter contre la pauvreté, sans faire la charité

- Tout en créant des emplois et en offrant des produits et services, notamment aux populations défavorisées, l'économie sociale ouvre des possibilités de prise en charge collective. Il ne s'agit pas de laisser l'essentiel de la responsabilité et des fruits du développement aux intérêts privés dans une logique de rendement maximal et de se contenter d'intervenir dans les marges. Il s'agit de conjuguer dans un même temps des objectifs économiques et sociaux. Les objectifs sociaux n'interviennent pas en second lieu, dans un élan de charité; ils font partie de la mise en œuvre des activités économiques.

Une autre vision de l'économie

- Par leur poursuite d'objectifs économiques et sociaux, les entreprises d'économie sociale permettent de se soustraire à la pensée magique voulant qu'accroître la production économique a nécessairement un effet bénéfique sur la société. Elles permettent aussi de prendre conscience d'enjeux comme la protection de l'environnement, l'intégration des personnes défavorisées, la répartition des richesses, etc.

Effet mobilisateur porteur de l'intérêt collectif

- Les entreprises d'économie sociale, porteuses de principes sociaux et démocratiques, permettent aux citoyens de prendre part activement au développement et contribuent à l'intérêt collectif. Celui-ci ne repose pas seulement sur l'État, mais dépend aussi de l'implication de gens au sein d'initiatives collectives où la citoyenneté s'exprime autrement que par le droit de vote et où la mobilisation permet de trouver des réponses originales aux besoins collectifs. Il s'agit ici de démocratie participative, une contribution importante à la santé démocratique d'une société.

Des jeunes attirés par l'économie sociale. Près de 80 % des jeunes ayant participé à *Mon premier emploi en économie sociale* ont manifesté l'intérêt de poursuivre une carrière en économie sociale. Ce qui les motive, c'est de pouvoir faire un travail qui rejoint leurs valeurs, un travail où ils ont le sentiment d'être utiles. Leur enthousiasme repose aussi sur l'autonomie qui leur est laissée et sur la confiance qu'on leur manifeste. Cette mesure a été mise en place grâce à un partenariat entre le **Chantier de l'économie sociale** et les **Fonds Jeunesse Québec**. Elle a permis la création de 163 postes pour de jeunes finissants du cégep ou de l'université au sein d'entreprises d'économie sociale.



- En donnant une seconde vie à diverses matières, les ressourceries contribuent à diminuer l'enfouissement, ce qui constitue un impact environnemental important.
- En permettant aux populations locales de prendre la parole, les médias communautaires sont non seulement des lieux d'expression, mais ils donnent aussi accès à une information différente de celle diffusée par les médias de masse.
- En permettant aux familles de toutes catégories socio-économiques d'échapper pour quelque temps au rythme quotidien en séjournant dans un lieu de villégiature, les camps familiaux démocratisent l'accès aux vacances.



— *Mon trip, c'est d'offrir la possibilité à des artistes de développer tout leur talent et de pouvoir percer sans avoir à se plier aux contraintes de la culture de masse. Ça peut sembler utopique, mais ça marche.*

DAVID LAFERRIÈRE, COORDONNATEUR ET DIRECTEUR ARTISTIQUE,
LOCAL DISTRIBUTION

Insuffler la vitalité grâce au dynamisme collectif

Dans tout le Québec, des villages comme des quartiers urbains sont revitalisés par des entreprises dont l'objectif premier n'est pas la recherche du profit.

VITALITÉ URBAINE : DYNAMISME DANS UN QUARTIER POPULAIRE DE TROIS-RIVIÈRES

Le Bucafin est une buanderie, un café et un centre d'accès à Internet. Cet OSBL a été fondé alors que l'artère commerciale où il est situé était dévitalisée. C'est un véritable lieu de rencontre pour les gens d'un quartier populaire de Trois-Rivières. On y vient pour faire son lavage, pour naviguer sur Internet, pour casser la croûte ou simplement pour prendre un café équitable et rencontrer le voisinage. Chaque mois, un artiste du quartier y expose gratuitement ses œuvres, ce qui aide à le faire connaître et éventuellement à vendre ses créations. Le Bucafin est un lieu très animé où des soirées de discussion, des soirées culturelles et des événements sociaux sont organisés.

VITALITÉ RURALE : LA GASPÉSIE AGRICOLE

Dans les années 1960, le gouvernement fermait des villages en Gaspésie et incitait les citoyens à devenir pêcheurs. Depuis le moratoire et le déclin de la pêche, certains pêcheurs deviennent agriculteurs. Aline Hébert préside le conseil d'administration de la Coopérative de solidarité Rocher-Percé, formée en 1998 dans la petite municipalité de Val-d'Espoir. Cette coopérative était jusqu'à ce jour une coopérative d'utilisateurs, qui achetaient en commun les intrants agricoles. En plus du magasin, elle opère maintenant un Centre d'interprétation et de formation agro-écologique et une ferme écologique. Elle donne des formations menant à l'octroi d'un diplôme d'études professionnelles (DEP). Plusieurs anciens pêcheurs et travailleurs d'usines de transformation du poisson qui avaient perdu leur emploi ont suivi la formation et réorienté leur carrière. La coopérative compte 150 membres et 25 personnes y travaillent environ 20 semaines par année. Quelque 80 % de la production sort de la Gaspésie. Le village accorde beaucoup d'importance à la coopérative. « L'an dernier, souligne Aline Hébert, un fort vent a détruit notre serre. Le fournisseur nous a donné une nouvelle serre. Ce sont les citoyens qui l'ont installée; ils ont refusé d'être payés pour ce travail. »

VITALITÉ RURALE : MISE EN VALEUR DE RESSOURCES DANS PORTNEUF

Les populations locales mettent en valeur des ressources qui échapperaient à un mode de développement centralisé. Par exemple, à la Caserne du lin, dans Portneuf, on met en valeur la culture ancestrale du lin. Cette entreprise permet de créer des emplois pour les jeunes, de redécouvrir et de valoriser la production artisanale et de sauvegarder un savoir-faire ancestral. Sans l'initiative et la mobilisation locales, ce projet n'aurait pas vu le jour, ce qui montre bien que le développement peut ne pas être pris en charge uniquement par l'État ou par l'initiative privée et qu'il n'est pas le seul à œuvrer pour le bien commun.

notes

Des retombées planétaires

PAR L'APPROPRIATION ET LA GESTION COLLECTIVE
DES RICHESSES, L'ÉCONOMIE SOCIALE EST
UN ÉLÉMENT CONCRET DE CONSTRUCTION
DE L'ALTERMONDIALISATION

Ce qui se fait localement
au Québec se fait aussi localement ailleurs

■ L'économie sociale, l'économie solidaire et l'économie populaire que l'on retrouve aux quatre coins de la planète partagent des valeurs communes. Par exemple, on peut citer les entreprises manufacturières reprises par les travailleurs sous forme d'entreprises autogérées en Amérique du Sud, les groupes de gestion des déchets, les milliers de cuisines collectives du Pérou qui ont inspiré celles du Québec et les plateformes multifonctionnelles créées par des femmes guinéennes en milieu rural.

Liens internationaux

■ Les maillages internationaux permettent de renforcer la conviction quant à la pertinence et à la portée des entreprises collectives; ils permettent aussi d'inspirer des pratiques, ils aident à créer des outils plus appropriés et contribuent à accroître la reconnaissance envers l'économie sociale, notamment de la part des gouvernements.

Pour établir des liens internationaux, les acteurs québécois de l'économie sociale participent depuis 2002 au Forum social mondial. Ils se sont aussi impliqués dans le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) qui réunit aussi des organismes non gouvernementaux (ONG) de développement international, des chercheurs, des mouvements sociaux, tous intéressés par le développement de liens internationaux. Le GESQ mobilise les réseaux nord-américains pour participer aux rencontres internationales du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire.

Un projet concret

■ Les rencontres internationales débouchent sur des projets concrets comme le PAFOUS-PESO : Partenaires pour des échanges solidaires. Cette entente franco-québéco-brésilienne rassemble une vingtaine d'acteurs de l'économie sociale et solidaire œuvrant principalement dans le domaine de la finance solidaire. Ces partenaires procèdent à des échanges d'expertise et d'outils d'analyse afin de trouver ensemble les réponses financières les mieux adaptées possible aux attentes de l'économie solidaire. Au Québec, ce projet est porté par le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ).



Un exemple africain

Les plateformes multifonctionnelles sont formées d'un moulin et d'alternateurs qui créent de l'électricité. On y greffe différents équipements (postes de soudure, équipement de transformation des aliments) et on utilise l'électricité pour éclairer les édifices où l'on donne de la formation. Ces plateformes allègent le travail des femmes (mouture, aller chercher l'eau, etc.). Ces expériences permettent aussi aux femmes d'avoir accès au crédit rotatif. L'accès au crédit est difficile, car les femmes n'ont souvent rien à offrir en garantie, parce qu'elles pratiquent des activités (transformation des aliments) très exposées aux fluctuations du marché et parce qu'elles n'ont pas d'information sur le crédit disponible.



— Acheter, c'est voter. En choisissant le commerce équitable, je permets aux producteurs du Sud d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants. La paix et la stabilité économique, ça passe d'abord par un meilleur équilibre et plus de justice dans les échanges commerciaux.

ELISE LAFERRIÈRE, BÉNÉVOLE,
MONDÉQUITABLE/DIX MILLE VILLAGES

Un autre monde est possible, une autre économie existe !

Année après année, le Forum social mondial scande qu'un autre monde est possible. À ça, l'économie sociale peut renchérir en affirmant qu'une autre économie est non seulement possible, mais qu'elle existe bel et bien déjà. Cette économie est celle qui intègre la dimension sociale, c'est celle qui se concrétise dans les entreprises d'économie sociale, comme dans les pratiques de commerce équitable. Ces deux éléments sont deux facettes de l'activité économique qui rejoignent les mêmes valeurs. L'altermondialisation passe donc par des relations commerciales solidaires.

LE COMMERCE ÉQUITABLE

Selon Commerce équitable OXFAM-Québec, le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial.

Les critères fondamentaux du commerce équitable, selon Carrefour Tiers-Monde, sont :

- achat direct aux petits producteurs regroupés collectivement afin d'éliminer les intermédiaires. Les coopératives favorisent la participation démocratique et l'organisation communautaire au sein du regroupement;
- prix juste accordé aux travailleurs;
- accès au crédit afin d'éliminer le chantage et la manipulation;
- conditions de travail qui respectent la personne et son environnement.

LES LIENS : COMMERCE ÉQUITABLE ET ÉCONOMIE SOCIALE

DES VALEURS COMMUNES. Économie sociale et commerce équitable reposent sur des valeurs communes et sur une même volonté d'œuvrer pour un monde où le développement social ne dépend pas de la charité, un monde où le développement intègre le volet économique et le volet social.

DES PRODUITS EN DEMANDE. Avec la visibilité croissante de ces deux réalités – commerce équitable et économie sociale –, la population demande de plus en plus de produits issus de cette économie solidaire et elle veut un accès plus facile à ces produits.

LA CONCERTATION. En 2003, des acteurs québécois de l'économie sociale et du commerce équitable ont mis sur pied une table de concertation ayant comme objectifs d'accroître la distribution des produits du commerce équitable et de l'économie sociale et de sensibiliser la population à la consommation et à la production responsables.

notes

Pourquoi l'économie sociale ?

Plus adaptée que le « mur-à-mur »

■ Les Centres de ressources périnatales (CRP) proposent une façon alternative de répondre à des besoins émergents en offrant des services complémentaires aux services publics et communautaires. Au lieu d'être pris en charge par l'État, chaque CRP a un conseil d'administration indépendant auquel participent les parents. Ceux-ci orientent les services offerts en fonction de leurs besoins. C'est ainsi qu'à Saint-Eustache on trouve une halte-garderie tandis qu'à Mont-Laurier il y a des ateliers de préconception pour les adolescents et qu'à Sherbrooke on offre un soutien au deuil périnatal.

Éviter la recherche de profits à tout prix : une question de valeurs

■ Au milieu des années 1990, certains salons funéraires familiaux n'avaient plus de relève et, flairant la bonne affaire, les multinationales américaines en ont racheté plusieurs, de sorte qu'elles sont devenues de plus en plus présentes dans le marché funéraire québécois. La Fédération des coopératives funéraires s'est dotée d'un plan d'action pour contrer cette tendance. Les objectifs étaient de préserver le patrimoine québécois, de respecter les familles en évitant la marchandisation des rituels funéraires et d'empêcher également que de grandes entreprises contrôlent le marché et fassent des profits outranciers au Québec. La Fédération a trouvé 15 millions de dollars pour financer le rachat d'entreprises funéraires qui ont été transformées en coopératives.

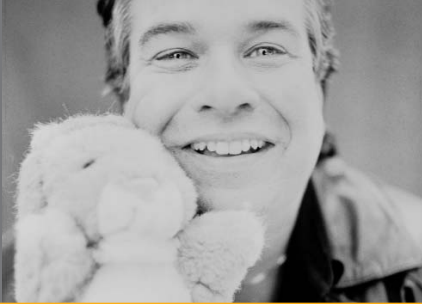
S'offrir des services complémentaires à ceux du privé et de l'État

■ Certains villages ruraux n'auraient pas de marché d'alimentation sans la présence d'une coopérative alimentaire. De même, l'épicerie coopérative Alina, située à Rimouski, offre des produits biologiques, naturels et sans organismes génétiquement modifiés à une population s'étendant de Kamouraska à Gaspé. Elle répond à un besoin qui n'est pas pris en charge autrement, et ce, depuis sa création en 1977. Notons que cette coopérative privilégie l'offre de produits venant de la région ou issus du commerce équitable.



Créer des emplois, pour tous

- Les coopératives de travailleurs sont fondées par des membres voulant créer leur emploi. C'est le cas du Studio coopératif premières lignes, situé en Outaouais, qui publie des bandes dessinées. Ce studio travaille à la conception, à la réalisation, au montage, aux relations avec les médias de même qu'aux négociations avec les imprimeurs, éditeurs et publicitaires.
- Les ressourceries créent des emplois durables pour des personnes en difficulté d'emploi et les Centres de travail adaptés, un réseau de 43 entreprises qui s'est déployé dans plusieurs régions du Québec depuis 20 ans, embauchent un nombre important de personnes handicapées. Ils adaptent leur équipement et méthodes de travail en fonction des handicaps et emploient 3 700 personnes.
- L'inclusion des gens en difficulté d'emploi se fait aussi au sein des entreprises d'insertion. Ces gens y acquièrent une expérience de travail tout en recevant un encadrement soutenu et une formation adaptée pour se préparer à occuper un autre emploi sur le marché du travail ou à retourner aux études.



— *Mon bonheur, c'est le bien-être des enfants et de leurs familles. Pour leur offrir ça, il faut une bonne écoute, de la compréhension et de la considération pour chaque individu. Et surtout... beaucoup d'amour!*

FRANÇOIS LANTIER, DIRECTEUR,
CPE LE JARDIN BLEU

Économie plurielle

Le débat sur le rôle de l'État est souvent formulé d'une manière simpliste. Soit que l'on défende une forme d'État répondant à tous les besoins collectifs par des services centralisés et normalisés, soit que l'on se plie à la logique du marché privé et à l'abandon de l'État comme défenseur de l'intérêt collectif. Cette façon de mener la réflexion est contre-productive.

Les deux pôles Marché et État ne sont pas les deux seuls éléments régissant le développement économique et social; la société civile y contribue aussi activement. Partout, des groupes de citoyens se constituent pour développer des projets culturels, pour prendre en charge des activités de loisirs, pour faire valoir leurs droits, pour créer des organismes de développement, pour s'entraider et pour créer des entreprises collectives qui répondent à des besoins et à des aspirations collectives.

L'économie n'est pas bipolaire, elle est plurielle, composée d'entreprises privées traditionnelles, d'entreprises d'État et d'entreprises collectives. Celles-ci ne prétendent pas remplacer les autres, mais occupent une place dont l'importance doit être mieux reconnue. Dans cette économie plurielle, des partenariats s'établissent entre les différentes composantes.

EXEMPLE DE PARTENARIAT :

LA POLITIQUE FAMILIALE ET LE DÉVELOPPEMENT DES CPE

Au Québec, depuis les années 1970, les parents et les groupes de femmes ont revendiqué l'accès à des services de garde de qualité. Ils ont fait pression pour que la garde des enfants ne devienne pas une marchandise et pour que les parents aient leur mot à dire dans la définition et la gestion des services de garde. Ils n'ont pas seulement revendiqué, mais sont aussi passés à l'action en mettant sur pied des garderies sans but lucratif. À la suite du Sommet sur l'économie et l'emploi, le gouvernement du Québec a adopté une première politique familiale allant dans le sens de ce choix de société. Cette politique visait à soutenir la création d'un vaste réseau de Centres de la petite enfance (CPE) en se basant sur le modèle des garderies sans but lucratif. Les CPE sont des OSBL et leurs conseils d'administration sont composés majoritairement de parents. Ils sont présents sur tout le territoire québécois.

notes

Des organisations québécoises de l'économie sociale



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Représentation et développement

Créé en 1996, incorporé en 1999, le Chantier a pour mandat d'être le cœur du mouvement. Il voit à :

- la promotion de l'économie sociale;
- la représentation sur le plan national et international;
- le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets;
- la concertation des divers acteurs de l'économie sociale.

Le Chantier est un véritable réseau de réseaux. Il rassemble :

- les promoteurs d'entreprises d'économie sociale des différents secteurs d'activité qui sont souvent réunis au sein de regroupements sectoriels;
- les acteurs du développement local et régional;
- les acteurs des grands mouvements sociaux.

Pour assurer sa représentativité, son CA compte 31 sièges.



RÉSEAU D'INVESTISSEMENT
SOCIAL DU QUÉBEC

Financement

Mis en place en 1997, le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) vise à :

- rendre accessible un financement adapté aux entreprises d'économie sociale;
- soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital.

Des résultats :

- plus de 318 investissements en aide technique ou en capitalisation;
- sept millions investis, générant des investissements de 66 millions;
- chaque dollar investi par le RISQ en génère dix dans le milieu et en fait entrer cinq dans les coffres de l'État;
- très faible taux de perte sur prêt.

Autres partenaires québécois ayant des liens avec l'économie sociale

LE CONSEIL DE LA COOPÉRATION DU QUÉBEC (CCQ) A POUR RÔLE :

- d'organiser la concertation entre les secteurs coopératifs et avec leurs partenaires;
- d'effectuer la représentation et de défendre les intérêts de l'ensemble du mouvement coopératif québécois;
- de favoriser le développement coopératif afin de multiplier les effets bénéfiques de la coopération pour ses membres et pour la population.

L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ)

L'UMQ regroupe des élus venant de communautés urbaines, de municipalités et de municipalités régionales de comté (MRC). Elle compte 250 membres.

LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM)

La FQM représente près de 930 municipalités et la presque totalité des MRC. Par les nouvelles responsabilités dévolues aux territoires des MRC et aux municipalités eu égard au développement économique dans le cadre de la reconfiguration régionale et locale, les membres de l'UMQ et de la FQM ont la responsabilité de soutenir l'économie sociale dans leur milieu respectif.

LES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS (CRÉ)

Les CRÉ sont formées d'élus municipaux et remplacent les Conseils régionaux de développement (CRD) dans le cadre de la loi adoptée par le gouvernement du Québec en 2004. Elles ont sensiblement les mêmes mandats que les CRD, notamment l'harmonisation des actions locales et régionales et la concertation.

L'ASSOCIATION DES CENTRES LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC (ACLQ)

L'ACLQ rassemble les CLD sur une base volontaire. Elle vise à promouvoir le développement local, à renforcer l'autonomie des CLD et à accroître leurs performances.

LE RÉSEAU DES SOCIÉTÉS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS (SADC)

Le Réseau des SADC du Québec regroupe 57 SADC et 10 Centres d'aide aux entreprises (CAE), qui sont des organisations œuvrant au développement des régions, en milieu rural ou semi-urbain. Plusieurs SADC sont actives dans le soutien à l'entrepreneuriat collectif.



— *Banquier, c'est le plus beau métier du monde quand l'argent sert à la réalisation de rêves collectifs. Je considère que ma mission est de redonner à l'économie son sens premier : faire que les gens soient heureux.*

CLÉMENT GUIMOND, COORDONNATEUR GÉNÉRAL,
CAISSE D'ÉCONOMIE DES JARDINS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS (QUÉBEC)



Formation et développement de la main-d'œuvre

Créé en 1998, le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) veille :

- à la connaissance approfondie du marché du travail;
- au soutien à la formation et au perfectionnement de la main-d'œuvre;
- à l'élaboration de mesures appropriées au maintien et à la stabilisation de l'emploi.



Recherche

Créé en 2000, l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) se distingue des centres de recherche standards. Toutes les décisions sont prises à la fois par des chercheurs et par des organismes du milieu. De même, la recherche, la formation, le transfert de connaissances et la réflexion se font en partenariat. Les rôles de l'ARUC sont de :

- produire des savoirs neufs, utiles au développement des collectivités;
- favoriser le partage des connaissances entre les universités et les communautés;
- soutenir le développement du modèle québécois d'économie sociale.

SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC

Solidarité rurale du Québec vise la revitalisation et le développement du monde rural. Elle regroupe des associations, des municipalités et des MRC de même que des centrales syndicales. Elle encadre aussi le travail des 162 agents de développement rural, dont plusieurs sont impliqués dans le soutien à l'économie sociale dans le cadre des Pactes ruraux.

PARTENAIRES RÉGIONAUX :

LES PÔLES RÉGIONAUX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le Chantier de l'économie sociale consolide ses liens avec les régions par des ententes directes de partenariat avec des pôles régionaux de l'économie sociale. Ces regroupements sont composés majoritairement d'entreprises d'économie sociale. Leur rôle est de promouvoir l'économie sociale et de favoriser la concertation et le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale afin d'harmoniser les interventions et d'en maximiser les effets.

PARTENAIRES LOCAUX : MRC ET CLD

Les Municipalités régionales de comté (MRC) sont responsables du développement des territoires et, souvent, elles en confient le mandat aux Centres locaux de développement (CLD). Les MRC ont une obligation de résultat en économie sociale. De plus, il doit y avoir un représentant de l'économie sociale au sein des CA des CLD ou de l'instance nommée par la MRC pour s'occuper du développement économique.

LES INSTANCES GOUVERNEMENTALES

La reconnaissance de l'économie sociale par les différents paliers de gouvernement fait son chemin depuis 1996. Cela se traduit non seulement par l'adoption de politiques publiques, mais aussi par la présence de ressources humaines consacrées au développement de l'économie sociale au sein de l'appareil gouvernemental.

Outils

Aide technique

Analyse du projet, appui à la réalisation du plan d'affaires, formations, etc.

Offerte par :

- Regroupements sectoriels d'entreprises d'économie sociale;
- Coopératives de développement régionales;
- Réseau québécois pour la coopération du travail;
- Corporations de développement économique communautaires;
- Centres locaux de développement;
- Sociétés d'aide au développement des collectivités;
- Fonds d'emprunt communautaires;
- Groupes de ressources techniques;
- Corporations de développement communautaire.



Ressources financières

- **Des fonds de développement locaux** offerts par les CLD, CDÉC et SADC. Il s'agit de subventions, de prêts à terme, de garanties de prêt, etc.
- **Des fonds de développement régionaux** offerts par les CDR, pour les jeunes qui démarrent une coopérative, et par le Fonds d'action québécois pour le développement durable, pour les entreprises intégrant le développement durable.
- **Des marges de crédit et prêts à terme** offerts par la Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Québec).
- **Des fonds de capitalisation** – capital patient sans garantie – offerts par la Financière du Québec (Investissement Québec), le RISQ, FONDAction, FILACTION, Capital régional et coopératif Desjardins, la Direction des coopératives du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, et d'autres selon le secteur d'activité.
- **Des fonds permettant d'avoir accès à l'aide technique** offerts par le RISQ.
- **Des fonds de crédit communautaire** offerts par les cercles d'emprunt et par les fonds d'emprunt communautaires.

Bibliographie

- AUDEBRAND, Luc. 2004. « Commerce équitable et économie sociale: le défi de construire un réseau », *Cahier de l'ARUC-ÉS*, 74 p.
- Chantier de l'économie sociale. 1996. « Osons la solidarité! », *Rapport du groupe de travail sur l'économie sociale, Sommet sur l'économie et l'emploi*, 64 p.
- Chantier de l'économie sociale. 2001. « De nouveau, nous osons... », *Document de positionnement stratégique*, 27 p.
- Chantier de l'économie sociale et al. « L'agriculture en Gaspésie, oui c'est viable », *L'économie sociale en mouvement*, septembre-octobre 2002, p. 2-3.
- Chantier de l'économie sociale et al. « L'entrepreneuriat collectif: Pour les gens d'ici, par les gens d'ici! », *L'économie sociale en mouvement*, septembre-octobre 2003, p. 1.
- Chantier de l'économie sociale et al. « Les centres de ressources périnatales. Au commencement de la vie », *L'économie sociale en mouvement*, novembre-décembre 2001, p. 2.
- Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides. 2004. *Rapport annuel 2003-2004*, 13 p.
- Fédération de coopératives funéraires du Québec. 2004. *S'unir pour réussir. L'histoire du mouvement des coopératives funéraires du Québec*, 16 p.
- Réseau québécois du crédit communautaire. 2004. *Le crédit communautaire, un outil essentiel au développement*, 15 p.

Liste des sites Internet consultés

- ALLIANCES DE RECHERCHE UNIVERSITÉS-COMMUNAUTÉS EN ÉCONOMIE SOCIALE : www.aruc-es.uqam.ca
- ASSOCIATION DES CENTRES LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC : www.acldq.qc.ca
- CAISSE D'ÉCONOMIE DES JARDINS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS (QUÉBEC) : www.cedttq.com
- CARREFOUR TIERS-MONDE : www.carrefour-tiers-monde.org/equimonde/jsp/information.jsp
- CASERNE DU LIN : www.casernedulin.com
- CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : www.chantier.qc.ca
- CKIA, RADIO BASSE-VILLE : www.meduse.org/ckiafm
- COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE : www.csmoesac.qc.ca
- COMMERCE ÉQUITABLE OXFAM-QUÉBEC : www.equita.qc.ca
- CONSEIL DE LA COOPÉRATION DU QUÉBEC : www.coopquebec.qc.ca
- CONSEIL QUÉBÉCOIS DES ENTREPRISES ADAPTÉES : www.cqea.qc.ca
- ÉPICERIE COOPÉRATIVE ALINA : www.coopalina.com
- FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES D'ALIMENTATION DU QUÉBEC : www.fcaq.qc.ca
- FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS : www.fqm.ca
- HISTOIRE DES PÊCHEURS DE RIVIÈRE-AU-RENARD :
www.gaspesie.net/gaspe2000/general/peche.htm
www.gaspesie.net/gaspe2000/riviereareunard/peche.htm
www.gaspesie.net/gaspe2000/riviereareunard/revolte.htm
- MÉDUSE, COOPÉRATIVE DE PRODUCTEURS ET DE DIFFUSEURS ARTISTIQUES, CULTURELS ET COMMUNAUTAIRES :
www.meduse.org
- RÉSEAU DES CENTRES DE RESSOURCES PÉRINATALES : www.reseaudescrp.org
- RÉSEAU DES SOCIÉTÉS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS : www.reseau-sadc.qc.ca
- RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC : www.fonds-risq.qc.ca
- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC : www.solidarite-rurale.qc.ca
- UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC : www.umq.qc.ca

notes

A series of horizontal dotted lines for taking notes.

notes

A series of horizontal dotted lines for taking notes.

Produit par le Chantier de l'économie sociale.
Tous droits réservés. © Chantier de l'économie sociale,
septembre 2004.



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Téléphone : (514) 899-9916

Sans frais : 1 888 251-3255

Courriel : ecosocio@chantier.qc.ca

www.chantier.qc.ca

Conception graphique : Smartiz

Photos : Tshi

Ce document a été réalisé notamment grâce
à la contribution financière de Développement
économique Canada.



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Canada

La Gazette populaire – Trois-Rivières

Auberge l'Autre Jardin – Québec

Habitation populaire Côte-du-Sud – Montmagny

Les Serres coopératives – Guyenne

Culture Style libre – Charny

Hebdo-Ménage – Gatineau

Coopérative funéraire de la Rive-Sud – Longueuil

La Ressourcerie des 3R – Saint-Étienne-des-Grès

La Mèreveille, centre péri-ressources – Mont-Laurier

CPE La Ramée – Îles-de-la-Madeleine

Camp familial L'étincelle – Saint-Alphonse-de-Rodriguez

Coopératives des travailleurs ambulanciers de l'est du Québec – Rivière-du-Loup

Le Festival en couleurs de Petite Vallée – Petite-Vallée

Site touristique de la Chute-à-l'Ours – Normandin

Coopérative de solidarité en développement durable de Bellechasse (La Mauve) – Saint-Vallier

Coopérative de consommation de l'île d'Anticosti – Port-Menier

Coopérative d'aliments sains La Manne des Bois-Francs – Victoriaville

Les vêtements NORFIL – Baie-Comeau

Chaîne de travail adapté CTA inc. – Alma

Atelier Poly-Teck inc. – Sherbrooke

Centre d'art de Baie-Saint-Paul – Baie-Saint-Paul

TOHU, la Cité des arts du cirque – Montréal

Coopérative du Café Chaos – Montréal

Coop Léz'Arts – Petit-Saguenay

Water, station scientifique du Bas-Saint-Laurent – Saint-Louis-du-Ha! Ha!

Les entreprises Qualité de vie – Laval

Coopérative des brasseurs professionnels de Saint-Roch (La Barberie) – Québec

TVC Chibougamau Chapais – Chapais

Centre régional de récupération et de recyclage Laval – Laval

Atelier de menuiserie Sainte-Thérèse – Sainte-Thérèse

Coopérative d'habitation de Sabrevois – Sabrevois

Le P'tit Bonheur – Saint-Camille

La coopérative de soutien à l'agriculteur Sylvestre – Gatineau

Association coopérative d'étudiants du Cégep de Drummondville – Drummondville

TechnOBOIS – Val-d'Or

Festival Mémoires et Racines – Joliette

Réseau Accès-Crédit – Rimouski

